

Composition commission Réorientation inter-semestrielle 2024-2025

Président : BEGUE Didier (PR)

Membres

BEAUDOUIN Nicolas (MC)

BILLON Laurent (PR)

BREHIER Charles- Edouard (PR)

CAPATINA Daniela (MC)

FLORENS Vincent (MC)

GOUARDERES Éric (MC)

GURY Jérôme (MC)

LARTIGAU-DARGRON Christine (MC)

MILLET Sophie (MC)

PELTIER Gipsy (PRAG)

RUBATAT Laurent (MC)

VALLVERDU Germain (MC)

VALLET Guy (PR)

Fait à Pau, le 19 décembre 2024

Pour le président et par délégation
Le Directeur du Collège STEE
Hervé CARRIER

 

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif de Pau. Le délai de deux mois est un délai franc qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars).

Le recours administratif qui doit être formé dans les deux mois qui suivent la décision que vous contestez, peut prendre la forme d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un recours hiérarchique auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les deux mois qui suivent votre recours,
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).